laTrompette

Moyen-Orient : Le théocrate ou la tribu

La démocratie a échoué. Le règne d'un homme fort ou le tribalisme religieux semblent être les seules options.

- Brent Nagtegaal
- 07/02/2020

Au cours du Printemps arabe de 2011, il y avait l'espoir que la démocratie puisse prendre racine au Moyen-Orient. Démarrant en Tunisie, s'étendant à la Libye et à l'Égypte et puis sautant en Syrie et au Yémen, des mouvements de population, en masse, s'élevèrent voulant faire entendre leurs voix contre les dictateurs de longue date. On pensa que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord entreprenaient un changement fondamental de gouvernement.

Maintenant, près d'une décennie plus tard, il est évident que cet espoir était naïf. Toutes les tentatives visant à instaurer la démocratie au Moyen-Orient ont échoué, et échoueront probablement à l'avenir.

Ce qui s'est passé en Égypte fournit une étude de cas irréfutable quant à la raison de cet échec.

Le rapprochement de l'Égypte avec la démocratie

En 2011, d'importants soulèvements sociaux en Égypte, combinés à une campagne internationale de pression croissante menée par le président américain Barack Obama, forcèrent l'autocrate vieillissant, Hosni Moubarak, à démissionner. Enfin, le peuple égyptien aurait son mot à dire, collectivement.

Comprenez-le bien : Si la démocratie pouvait être introduite effectivement dans la région, sa plus grande chance de succès serait en Égypte. Comparée aux diverses ethnies qui composent de nombreux autres États, l'Égypte a une population beaucoup plus homogène. En théorie, cela faciliterait l'administration de la démocratie.

Peu de temps après le départ de Hosni Moubarak, les Égyptiens obtinrent leur droit de vote dans ce que beaucoup considéraient comme la seule élection libre en Égypte au cours de son histoire de 5,000 ans. Résultat : la montée des Frères musulmans, une institution vieille de près de 100 ans qui croit à la suprématie de l'Islam. Plusieurs fois dans l'histoire de l'Égypte, ce groupe fut supprimé ou interdit par des dirigeants autocratiques craignant les dangers de la domination islamique. Néanmoins, quand la démocratie a eu sa chance en Égypte, c'est vers ce parti islamiste que le peuple s'est tourné.

Peu après être devenu président de l'Égypte, le chef des Frères musulmans, Mohamed Morsi, prit des mesures en faveur d'une nouvelle constitution, et d'un nouveau gouvernement islamiste. Bien sûr, les relations avec la théocratie en Iran se réchauffèrent, présageant ce qui se préparait pour l'Égypte.

Un an à peine après le début du mandat de Mohamed Morsi, des manifestations éclatèrent contre sa prise de pouvoir. L'armée, le bastion de l'Égypte laïque, l'éjecta de la présidence. Peu de temps après, la nation en revint au gouvernement autocratique d'un homme fort. Pour la plupart des Égyptiens, cela amena la suppression des libertés tenues pour acquises, en Occident. Mais cela empêcha également la montée d'un autre pouvoir islamique fondamentaliste.

Le rôle de l'Islam

On ne peut discuter de gouvernance au Moyen-Orient sans comprendre le rôle central de l'Islam. Dans aucune autre région

du monde, la religion n'est aussi fondamentale dans la vie quotidienne et dans le gouvernement. Comme feu Bernard Lewis, l'expert du Moyen-Orient l'a expliqué pendant des décennies, la séparation de l'Église et l'État est impossible. « Si, ensuite, nous voulons comprendre ce qui se passe dans le monde musulman, quoi que ce soit... il y a deux points essentiels qui doivent être saisis », écrivait-il en 1976. « L'un, c'est l'universalité de la religion en tant que facteur dans la vie des musulmans, et l'autre, c'est sa centralité » (« Le retour de l'Islam »).

D'autres facteurs contribuent aux échecs des gouvernements au Moyen-Orient, tels que la corruption et le népotisme. Mais la vérité, aussi impopulaire qu'il soit de la dire, aujourd'hui, c'est que ces gouvernements ne connaissent la paix, si limitée soit-elle, que dans la seule mesure où ils peuvent séparer l'Islam de la politique.

La Jordanie fait une démonstration de gouvernement démocratique, mais le pouvoir ultime appartient au roi, qui, pour apaiser la population mécontente, dissout régulièrement le Parlement. Les monarchies du Golfe ont une apparence de stabilité, mais seulement parce que leur grande richesse en pétrole éloigne leur peuple des rues. Dans les États défaillants du Liban et de l'Irak, des années d'infiltration islamiste iranienne non contrôlée sont à l'origine d'importantes émeutes et manifestations.

En fait, quand le peuple récolte d'un gouvernement islamique, comme en Iran, les libertés sont restreintes. Inévitablement, le peuple se révolte.

Avides de changement

Le Moyen-Orient est célèbre pour son instabilité. Alors qu'il est à la mode de blâmer cela à cause des frontières nationales artificielles qui furent imposées sur la région après la Première Guerre mondiale, l'histoire montre que la gouvernance cruelle et inefficace qui restreint les libertés individuelles et la prospérité n'a pas commencé à ce moment-là.

Aucune région n'a subi plus de bains de sang et plus de luttes intestines au cours des derniers siècles. En fait, compte tenu de l'histoire de la région, il n'y a probablement là aucune famille, aujourd'hui, que la violence incessante n'a privée d'un être cher, ou pire.

Compte tenu des manifestations qui envahissent les rues en Iran, et dans tant d'autres pays au sein de cette région, il est clair qu'il y a un appétit pour le changement. Ces gens méritent bien mieux que ce qu'ils ont eu à souffrir. En fin de compte, étant donné les centaines d'années de gouvernance défaillante qu'elles ont vécues, ces personnes du Moyen-Orient seront peut-être bien plus réceptives au gouvernement de Dieu lorsqu'il arrivera bientôt.